

Sidi Said annonce une foire de la production nationale

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3749 - Mardi 22 décembre 2015 - Prix : 10 DA

Rachid Hameg, directeur des ressources en eau de la wilaya de Tizi Ouzou

«Seul le projet de protection de Taksebt pourrait être gelé en raison de l'austérité»

Page 4

Malgré la faible prévalence de la maladie

Boudiaf appelle au maintien de la vigilance anti-sida

Page 2

Cours nouveau

Par Mohamed Habili

Une chose d'annoncer pour bientôt un Mazafran 2, une autre de le tenir effectivement. A vrai dire, en fait d'annonce, c'est juste une déclaration aux accents de défi, faite à l'issue d'une rencontre de l'instance de coordination de la soi-disant opposition unie, par un membre de Jil Jadid, à moins que ce ne soit par le représentant d'une formation non moins insignifiante. Il n'est que de relever le silence observé sur le sujet depuis, et par toutes les parties concernées, pour comprendre qu'il ne s'agit en l'occurrence que d'une parole en l'air, ou alors l'expression d'un vœu pieux. C'est que bien des événements se sont produits ces derniers temps qui ont changé la donne politique dans son ensemble : le procès du général Hassan, et sa condamnation en première instance, la lettre du général Toufik, n'étant pas des moindres. Et plus déterminant encore, peut-être, ce qui justement ne s'est pas produit, et dont bien des choses dépendaient : le fait que la santé du président ne se soit pas détériorée, comme espéré par bien des côtés. Un tel concours de circonstances défavorables n'encourage évidemment pas à la tenue d'un congrès unificateur de l'opposition toutes tendances confondues, dont certaines de tellement opposées qu'on imagine mal ce qu'elles peuvent faire ensemble en temps ordinaire. En bonne logique, il n'est qu'une seule situation, et encore n'est-ce pas évident, où le RCD et l'ex-Fis peuvent se retrouver du même côté de la ligne de front, c'est dans une guerre, à un moment donc où la politique n'est plus de saison.

Suite en page 3

Louh affirme la poursuite des négociations avec les Américains

Huit Algériens encore détenus sans procès à Guantanamo

● L'Algérie et la France signent une convention sur la lutte antiterroriste/Paris ne lâche pas sur l'affaire de Tibhirine



Le ministre de la Justice, Tayeb Louh, a annoncé, hier, le rapatriement de 18 Algériens sur les 26 détenus à la prison militaire américaine de Guantanamo à Cuba. Lire page 3

FIFA

Blatter et Platini suspendus 8 ans de toute activité liée au football

Page 24

Festival international de musique andalouse et des musiques anciennes

Les musiques ancestrales à l'honneur

Page 13

Malgré la faible prévalence de la maladie

Boudiaf appelle au maintien de la vigilance anti-sida

■ Malgré la faible prévalence constatée dans la population générale (0,1%), l'épidémie du sida impose la poursuite du maintien de la vigilance et interdit tout relâchement du dispositif. Le ministre de la Santé met en garde contre le faible niveau d'utilisation des moyens de protection, la consommation de drogues injectables ainsi que les phénomènes de migration.

Par Louiza Ait Ramdane

C'est le message du ministre de la Santé à l'ouverture d'une rencontre régionale Afrique du Nord et Moyen-Orient (Mena) sur l'épidémie du sida.

Plus de 9 600 cas entre sidéens et séropositifs sont recensés en Algérie depuis le début de l'apparition de l'épidémie, selon les statistiques du ministère de la Santé rendues publiques à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre cette maladie. Ces chiffres pourraient toutefois ne pas refléter la réalité du terrain, estiment des spécialistes, d'autant plus que de nombreux citoyens, potentiellement porteurs du virus, évitent d'aller vers un hôpital. Affirmant «la faible prévalence de l'épidémie en Algérie (0,1%)», le ministre de la Santé, Abdelmalek Boudiaf a, toutefois, mis en garde contre «les comportements sexuels à risque», de même que «le faible niveau d'utilisation des moyens de protection, la consommation de drogues injectables, ainsi que les phénomènes de migration». «Autant de facteurs de vulnérabilité» qui imposent, a-t-il dit, le «maintien de la vigilance», faisant valoir la nécessité d'une «nouvelle approche stratégique» pour la région Mena qui «appelle à une révolution dans nos pratiques de dépistage non seulement en matière de communication, mais également en matière d'organisation, ce qui passe par la prise en compte de nos meilleures pratiques et le recours aux meilleures technologies et innovations disponibles». Boudiaf a, dans ce sens, plaidé pour la «levée des obstacles persistants, notamment celui des coûts élevés des médicaments et des nouvelles technologies qui constituent un lourd fardeau encore difficile à supporter pour nos pays». De même qu'il a insisté sur «l'accès universel pour tous» en ce qui concerne les soins, citant plus particulièrement les populations les «plus vulnérables», ainsi que sur la nécessité de poursuivre la lutte contre «toute forme de discrimination et de stigmatisation».

S'exprimant à l'ouverture d'une rencontre régionale Afrique du Nord et Moyen-Orient (Mena) sur l'épidémie du sida, Boudiaf a souligné que l'Algérie s'est engagée à mettre en œuvre la nouvelle vision préconisée par les Nations unies pour mettre fin à l'épidémie du sida.

«Cet engagement s'est traduit par une volonté politique maintes fois réaffirmée aux échelles nationale et internationale». «La volonté politique s'est traduite par une mobilisation totale du gou-

vernement et de l'ensemble des intervenants, notamment la société civile, dans un cadre multisectoriel consacré par un décret exécutif du Premier ministre et appuyé par le maintien du recours à un financement conséquent avec plus de 95% du budget alloué sur le seul budget de l'Etat, permettant d'assurer à titre gratuit toutes les prestations y compris le dépistage et le traitement antirétroviral pour tous», a-t-il poursuivi.

À ce propos, Boudiaf a ajouté que la «riposte nationale» est basée sur «une approche de planification», axée sur les résultats préconisés par l'Onusida et par la mise en œuvre de plans nationaux multisectoriels successifs, rappelant que «le plan national stratégique 2016-2020 a déjà intégré la cible 90-90-90 en tant que priorité». Il a rappelé que l'objectif arrêté par l'Onusida consiste à faire en sorte que «d'ici à 2020, 90% des personnes vivant avec le VIH dans les pays de la région, connaissent leur statut et que 90% d'entre elles reçoivent un traitement antirétroviral et, qu'enfin, 90% de ces patients aient une charge virale indétectable et ce, dans une perspective d'éradication de l'épidémie, d'ici à 2030».

L'intervenant a tenu à saluer les efforts consentis par les Agences des Nations unies, notamment l'Onusida, l'OMS, l'Unicef ainsi que le Fnuap, pour leur «concertation» dans le sens



de la lutte contre ce fléau. «Le thème retenu "accélération du dépistage du VIH dans la région MENA" traduit la volonté des pays de notre région, conscients de leurs responsabilités, de s'atteler davantage à réunir tous les moyens possibles pour renverser le processus de propagation de cette épidémie et s'inscrire résolument dans cette cible ambitieuse», a-t-il poursuivi.

Par ailleurs, le ministre a déploré qu'en dépit des «progrès appréciables réalisés au cours de la dernière décennie, par les pays de la région, la couverture du traitement antirétroviral y demeure relativement faible». Le ministre a, dans ce cadre, souligné que «l'épidémie du sida a été favorisée par les chocs socio-économiques, survenus lors de différents événements, tels la

crise financière mondiale et les conflits qui constituent autant de facteurs qui sous-tendent le fardeau de la maladie dans notre région». «Notre responsabilité est d'évaluer nos progrès, mais également d'identifier avec lucidité et sans complaisance toutes nos lacunes et nos contraintes en vue de la réalisation de nos engagements et de nos objectifs», a-t-il conclu.

L. A. R.

En prévision du lancement du crédit à la consommation

Sidi Said annonce une foire de la production nationale



Le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Abdelmadjid Sidi Said, a annoncé hier, la tenue d'une semaine de promotion de la production nationale au niveau du siège de la Centrale syndicale à l'effet d'encourager la consommation des produits. Il y a aura même une dégustation des produits à l'occasion de cette foire commerciale. L'annonce a été faite à l'occasion de la visite de deux entreprises, l'Eniem et Tifralait, dans la wilaya de Tizi

Ouzou dans le sillage de la tournée de la direction nationale de l'UGTA à travers les wilayas du pays inscrites dans la campagne d'accompagnement et d'encouragement de la production et de la consommation nationales en prévision de l'entrée en vigueur de la mesure de crédits à la consommation en 2016. Pour Sidi Said, les potentialités de la production nationale sont une réalité sur le terrain qu'il a eu à constater à travers les nombreuses entreprises publiques et privées visi-

tées jusque-là dans plusieurs wilayas comme ce fut le cas à Tizi Ouzou avant d'appeler à changer de culture de consommation chez le citoyen algérien en optant pour des produits nationaux. Il a soutenu qu'à travers la consommation nationale c'est la facture des importations qui sera réduite. Dans le sillage de la visite de l'Eniem, le SG de l'UGTA a appelé ses responsables à exploiter toutes les potentialités de production, notamment celles non exploitées actuellement en citant l'exemple des unités de l'entreprise qui ne sont pas opérationnelles en les mettant au service d'autres partenaires. Sidi Said a assuré qu'il sollicitera les facilitations nécessaires pour que cette mesure soit effective. Au niveau de la laiterie Tifralait, le SG de l'UGTA a pris l'engagement d'accompagner le propriétaire de l'usine dans l'acquisition de terrains pour le cheptel à l'effet d'augmenter les capacités de production. Il a même promis d'intervenir auprès du ministère de l'Agriculture afin qu'il cède les 5 000 ha sollicités par cet investisseur au niveau des régions du Sud du pays. Par ailleurs, Abdelmadjid Sidi Said a annoncé le remplacement du directeur actuel de Leader Meubles de Tabouert suite au mouvement de grève des travailleurs depuis une quarantaine de jours pour réclamer justement le départ dudit directeur.

Hamid Messir

Louh affirme la poursuite des négociations avec les Américains

Huit Algériens encore détenus sans procès à Guantanamo

■ Le ministre de la Justice, Tayeb Louh, a annoncé, hier, le rapatriement de 18 Algériens sur les 26 détenus à la prison militaire américaine de Guantanamo à Cuba.



Par Nacera Chennafi

Ainsi, huit Algériens sont encore détenus sans procès. Intervenant lors d'une conférence de presse animée conjointement avec son homologue française, Christiane Taubira, qui effectue une visite de travail à Alger depuis

dimanche dernier, le garde des Sceaux a expliqué que l'Algérie avait dépêché, il y a quelques années, une délégation du ministère de la Justice dans le cadre du traitement du dossier des détenus sans procès de Guantanamo.

Le ministre, qui répondait à une question sur le sort des

Algériens détenus à Guantanamo, a affirmé que l'Algérie poursuit ses démarches auprès des Etats-Unis et les procédures judiciaires du transfèrement de ces huit détenus «sont en cours».

Dans ce cadre, il a ajouté que 26 Algériens étaient détenus sans procès à Guantanamo et

qu'ils avaient été majoritairement arrêtés en Afghanistan «pour accointance avec le terrorisme». Selon Louh, suite aux négociations avec la partie américaine, 18 détenus ont été transférés et déferés devant la justice algérienne, dont certains ont été acquittés et d'autres condamnés. **N. C.**

L'Algérie et la France signent une convention sur la lutte antiterroriste

Paris ne lâche pas sur l'affaire de Tibhirine

Faire face au terrorisme est le nouveau défi de la coopération judiciaire entre l'Algérie et la France. Dans ce cadre, une convention de coopération institutionnelle sur la lutte antiterroriste a été signée hier. Une avancée dans les relations bilatérales mais l'affaire des moines de Tibhirine reste toujours un sujet qui fâche.

Une convention portant renforcement de la coopération juridique entre les ministères de la Justice algérien et français a été signée hier à Alger par le garde des Sceaux, Tayeb Louh, et son homologue français, Christiane Taubira, qui effectue une visite en Algérie depuis dimanche. Cette convention a pour but de consolider le cadre de la coopération juridique bilatérale en vigueur. Le cadre de la coopération a trait notamment à la réforme de la politique pénale, la lutte contre le terrorisme et la prise en charge des mineurs en plus d'échanges d'informations. Dans une allocution prononcée à cette occasion, le ministre a affirmé son grand intérêt pour la promotion de la coopération judiciaire entre les deux pays. Il a souligné que d'autres visites seront programmées dans l'avenir pour aborder tous les sujets d'intérêt commun, avec «franchise et lucidité». Louh a rappelé la Déclaration d'Alger sur l'amitié et la coopération

entre la France et l'Algérie, signée le 19 décembre 2012 par les présidents Bouteflika et Hollande comme cadre de coopération. S'agissant de l'entraide judiciaire, prévue par le cadre conventionnel bilatéral, il a affirmé la disposition de l'Algérie à l'actualiser et la consolider, dans le respect des législations respectives et dans l'intérêt bien compris des deux parties. Le ministre a réaffirmé la solidarité de l'Algérie avec la France suite aux derniers attentats de Paris, soulignant que l'Algérie, qui a fait face au fléau du terrorisme «à la faveur de la mobilisation de ses institutions républicaines et la mobilisation de son peuple», est aujourd'hui «déterminée à prémunir la société algérienne des risques de la violence et de l'extrémisme, à travers le renforcement des fondements de l'Etat de droit, la promotion de la justice sociale et l'encouragement de l'esprit d'initiative économique auprès des jeunes». Louh a tenu à préciser qu'«une solidarité précaire, de circonstance ou de façade, ne saurait, face à un phénomène sans cesse grandissant, constituer une base solide pour venir à bout du terrorisme international et aux menaces qu'il fait peser sur la sécurité, la paix et la stabilité internationales». Il a ajouté que la communauté internationale a besoin d'une solidari-

té effective pour lutter contre le terrorisme, notamment à travers des actions tendant à tarir ses sources de financement, dont le produit de la criminalité organisée, et «en particulier le trafic de drogue». Louh regrette le fait qu'il arrive souvent que des considérations géostratégiques et politiques ou des intérêts économiques étroits prennent le pas sur la volonté réelle d'en finir avec le phénomène du terrorisme.

Pour sa part, la ministre française de la Justice, Christiane Taubira, a insisté sur l'importance de gagner «la bataille contre le recrutement» des terroristes et la radicalisation pour assécher les terrains du terrorisme et également le financement de ses groupes. Selon M^{me} Taubira, la France profite de l'expertise de l'Algérie en matière de lutte contre le terrorisme mais aujourd'hui, selon elle, il y a des nouveaux modes d'emploi utilisés par les groupes terroristes qui demandent plus de coopération. Elle a insisté également sur la lutte contre le financement des terroristes, affirmant la nécessité d'identifier les circuits financiers et défendant la volonté de son pays à assécher Daech et arrêter leurs capacités financières. A ce propos, elle a défendu les démarches de la France au niveau de l'Union européenne et

les Nations unies. Interrogée sur le nombre des Français recrutés par Daech, la ministre a indiqué que l'organisation terroriste auto-proclamée «Etat islamique» détient 25 000 éléments qui proviennent de plusieurs pays, surtout d'Europe et d'Amérique. Selon la ministre, il y a 145 Français dans ses zones de turbulence (Irak, Syrie). Revenant sur les attentats de Paris, M^{me} Taubira a fait savoir que «neuf auteurs de ces actes ont été identifiés». S'agissant des perquisitions menées par les services de sécurité français suite aux derniers attentats de Paris, elle a rassuré que le plus important est que celles-ci se fassent dans le respect de la loi, tout en rassurant que les personnes concernées ouvrent droit à saisir les tribunaux administratifs. «Il y a ceux qui l'ont fait», a-t-elle précisé. Par ailleurs, M^{me} Taubira a affirmé hier que le dossier de l'affaire des moines de Tibhirine a été évoqué dimanche lors de son entretien avec son homologue algérien. Selon la ministre, les procédures et la coopération se poursuivent concernant cette affaire, même si elle «a connu parfois des temps de latence», a-t-elle relevé. Elle a affirmé que lorsqu'il y a des difficultés, elles sont signalées aux deux ministres de la Justice pour mettre les moyens nécessaires

LA QUESTION DU JOUR

Cours nouveau

suite de la page Une

Le pays serait menacé dans son intégrité, en butte à une agression étrangère par exemple, et dans ce cas, en effet, son salut exigerait l'oubli des divergences politiques, et même idéologiques, leur dépassement dans l'union sacrée. Un congrès de la Soummam, pour ainsi dire. Or le RCD et l'ex-Fis ont fraternisé dans une situation qui ne ressemble guère à cela. Ils ont surmonté la répugnance qu'ils ressentait l'un pour l'autre juste parce que le président était malade, et qu'ils avaient cru que sa succession était à l'ordre du jour. Union sacrée ou alliance faisant litière de tous les principes ? La question se pose. Mais le besoin qu'ils ont ressenti l'un pour l'autre dans cette conjoncture particulière n'est toutefois pas le même chez l'un et chez l'autre. Dans son état de proscrit politique, pour sa responsabilité dans la décennie noire, l'ex-Fis, qui n'est pas nécessairement le FIS tout court, ne pouvait qu'être ravi de ce qu'on ait pensé à l'inviter à Mazafran1. Cela lui valait réhabilitation, non pas certes celle qu'il aurait souhaitée, mais être absous de ses crimes par ses pairs, c'est tout de même quelque chose qui ne se refuse pas. On peut donc comprendre qu'il se soit allégrement prêté à la fraternisation avec le RCD, d'autant plus volontiers qu'il savait bien que ce n'était pas pour de vrai, et que sa base, ou ce qui en restait, ne s'y tromperait pas. Mais ce qui se comprend plus difficilement, c'est le gain politique que le RCD escomptait tirer de cette opération. Quel besoin avait-il de se compromettre avec un parti islamiste radical dont jusque-là tout l'avait séparé ? Est-ce la certitude qu'il ne pèserait dans la balance, dans le cas d'un Bouteflika réélu, mais partant, que s'il pouvait aligner les divisions aujourd'hui dormantes de l'ex-Fis ? Si tel était son calcul, alors cela voudrait dire qu'il est déjà mort et qu'il ne se n'aperçoit pas, ce qui du reste est bien naturel. C'est maintenant qu'il doit mesurer la portée de son fourvoiement, maintenant que les circonstances ont tellement évolué qu'on a l'impression que c'est une page qui a été tournée, et une autre d'ouverte.

M. H.

afin de dénouer les «incompréhensions et les malentendus» sur cette affaire. Pour M^{me} Taubira, il est «urgent» que les familles des victimes sachent la vérité sur ce qui est arrivé à leurs proches et il «est temps que cette affaire arrive à son terme» a-t-elle ajouté. Toutefois, la ministre française s'est montrée optimiste quant à l'aboutissement de cette affaire car, selon elle, il y a des «actes à accomplir et non des difficultés».

N. Ch.

Ministère de l'Enseignement supérieur

Rencontre avec les partenaires sociaux le 28 décembre

■ «La relation et les contacts avec le partenaire social n'ont jamais été interrompus, l'organisation d'une rencontre le 28 décembre en est la preuve», a indiqué M. Hadjar.

Par Ghani Y.

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar a annoncé lundi à Alger l'organisation le 28 décembre d'une rencontre avec les partenaires sociaux du secteur.

«La relation et les contacts avec le partenaire social n'ont jamais été interrompus, l'organisation d'une rencontre le 28 décembre en est la preuve», a indiqué M. Hadjar dans une déclaration en marge du colloque international sur «La lumière et l'astronomie».

Cette réunion s'inscrit dans le cadre des «rencontres pério-

diques programmées par son ministère», a-t-il dit. La réunion sera suivie par d'autres «prévues en mars et en juin prochains» selon le programme tracé, a-t-il souligné, précisant qu'«il n'y a aucune relation entre cette réunion et les mouvements de protestation».

Le Conseil national des enseignants du supérieur (Cnes) a organisé le 15 décembre dernier, un mouvement de protestation auquel des dizaines d'enseignants ont participé pour revendiquer «l'amélioration de leurs conditions socio-professionnelles».

Par ailleurs et concernant le décret relatif à l'équivalence des diplômes universitaires, M. Hadjar a dit qu'il tendait à



adapter le décret de 1971, à simplifier et à réduire les délais d'examen des dossiers, selon

lui. Près de 3 000 équivalences de diplômes ont été enregistrées en 2014 par le ministère de

l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, a-t-il rappelé.
G. Y./APS

Rachid Hameg, directeur des ressources en eau de la wilaya de Tizi Ouzou

«Seul le projet de protection de Taksebt pourrait être gelé en raison de l'austérité»

Le directeur des ressources en eau (DRE) de la wilaya de Tizi Ouzou, Rachid Hameg a annoncé hier, la réception du projet de renforcement de l'alimentation en eau potable des régions du nord de la wilaya avant la fin de l'année 2016.

Il a ainsi précisé que le taux d'avancement des travaux de ce projet a atteint à décembre courant les 70%. Le projet en question consiste en l'alimentation de deux localités du nord de la wilaya de Tizi Ouzou, à savoir Azeffoun et Tizirt, en eau potable à partir de la station de dessalement d'eau de mer implantée à cap Djinet (Boumerdès).

Il avait été confié en février 2014 au groupement algérien privé, Amenhyd pour un montant de plus de 4 milliards de dinars et un délai de réalisation de 19 mois.

La concrétisation de ce grand projet permettra le transfert de 20 000m³/j, soit 8 hm³/an depuis cette station de dessalement de cap Djinet vers ces localités du

flanc nord de la wilaya de Tizi-Ouzou, renforçant ainsi le volume de leur alimentation en eau potable qui reste toujours insuffisant, notamment en saison estivale durant laquelle des pénuries sont souvent signalées. Autre annonce du DRE de Tizi Ouzou lors de son passage sur les ondes de radio Tizi Ouzou, l'entame de la procédure de levée des contraintes du projet de réalisation du barrage de Sidi Khelifa dans la région d'Azeffoune. Hameg a précisé qu'un montant d'un milliard de dinars a été dégagé pour cette opération qui consistera essentiellement en l'indemnisation des propriétaires de l'emprise du barrage, la déviation des routes et le déplacement des installations électriques.

D'un volume de 21,40 hm³, ce barrage alimentera pas moins de 286 villages comptant une population de plus de 163 000. La réalisation de ce barrage contribuera au règlement du problème en alimentation en eau potable qu'endurent les habitants des villages de l'est de la com-

mune d'Azeffoun, d'Akerrou, Zekri et Ait Chaffaa.

Deux autres projets de réalisation de barrages sont en attente d'être lancés à savoir le barrage «Bounachi» d'un volume de 30,50 millions m³, localisé au niveau de l'oued Rabta de la commune de Mekla, et le barrage Zaouia (43,60 millions m³) prévu à hauteur de l'oued S'tita dans la commune de Makouda, selon les explications fournies par le DRE de Tizi Ouzou sans donner de date pour leur lancement sur le terrain.

Le projet de forage de quatre puits, au lieu-dit «Tizi N'Boubhir» à l'effet de renforcer l'AEP de la région de Bouzeguène sera réceptionné durant le premier trimestre 2016, a annoncé Rachid Hameg en réponse au problème de pénurie d'eau potable qu'endure la population de cette zone durant toute l'année.

Le projet devrait soulager de manière effective la population puisqu'il fournira près de 1 300 litres/jour.

Le directeur des ressources en eau a fait état, par ailleurs, de la probabilité de gel du projet de protection du barrage de Taksebt en raison de l'austérité budgétaire prônée par les pouvoirs publics. Il a, à ce propos, indiqué que le directeur général de l'Office national de l'assainissement (ONA) a évoqué cette éventualité dans un courrier adressé à l'antenne de l'ONA à Tizi Ouzou.

Néanmoins, Hameg a assuré qu'une demande de surseoir à une telle décision a été adressée sous tutelle du wali de Tizi Ouzou compte tenu de l'importance d'une telle opération visant à protéger ce réservoir hydraulique d'une capacité de 180 millions de m³ duquel boivent les populations des trois wilayas Tizi Ouzou, Boumerdès et Alger. Le projet en question consiste essentiellement en la réalisation de 6 stations d'épuration des eaux usées provenant des habitations situées en amont dudit barrage.

Hamid Messir

Béjaïa

Le wali rassure l'APW sur l'avancement des projets

Interpellé maintes fois lors de la session ordinaire tenue, avant-hier, pour l'examen et l'adoption du budget primitif 2016, le wali a tenu à rassurer les élus de l'APW de Béjaïa que «tous les projets structurants inscrits au profit de la wilaya avancent très bien». Il a rappelé dans ce sens que suite aux différentes visites qu'il a effectuées sur les chantiers, des réunions ont été tenues juste après et ont permis d'étudier et lever toutes les contraintes, voire les obstacles entravant leur bonne marche, soulignant hier la cellule de communication de la wilaya. Ainsi, pour rassurer son monde, il dira que «les travaux de réalisation du projet de la pé-

trante ainsi que ceux du carrefour des Quatre chemins avancent de manière très satisfaisante, depuis que les entreprises travaillent à l'aise et sans contraintes, notamment les indemnités des citoyens, un problème qui a été dit-il, pris en charge de manière très sérieuse dès mon arrivée». «Le wali est déterminé également à lancer dans les plus brefs délais les travaux du projet de réhabilitation et de modernisation de la ligne ferroviaire Béjaïa-Béni Mansour», soutient-on. Pour cela, des réunions de travail ont été convoquées pour relancer ce projet, «repêché», avec les représentants de l'Agence nationale d'études et du suivi de la réalisa-

tion des investissements ferroviaires (Anesrif) et à laquelle ont participé les présidents d'APC concernées par le tracé. «Ce projet structurant a failli être annulé suite aux oppositions citoyennes auxquelles s'est heurtée l'entreprise en charge de cet important projet au niveau de ces chantiers situés, notamment dans la vallée de la Soummam (Akbou, Ouzellaguen, Takariet)», rappelle-t-on.

Des citoyens qui ont exigé le changement du tracé pour le moins de dégâts possibles sur les vergers situés sur le tracé et les biens immobiliers, etc. Il en est de même du projet de réalisation des gorges de Kherrata qui

avance très bien. Et d'ajouter: «concernant le CHU, le wali a tenu à rassurer les élus qu'il a beaucoup plaidé au niveau du ministère de la Santé pour le lancement rapide de ce méga-projet étant conscient de la nécessité de son implantation dans la wilaya; le projet est en bonne voie pour sa réalisation étant donné que le terrain est déjà choisi pour l'accueillir».

Le chef de l'exécutif a indiqué que 8 000 aides ont été débloquentes dans le cadre de l'habitat rural, depuis son installation comme il a indiqué qu'un dossier pour le transfert du port pétrolier a été transmis au ministre et son étude est en cours. «Plusieurs

obstacles ont été levés et des mesures ont été également prises pour booster l'investissement dans la région», souligne-t-on. Il y a lieu de rappeler que l'opposition notamment, le RCD a contesté les choix de la commission finance et économie de l'APW, notamment les chapitres 914, 969, 914 et 958 consacrés respectivement aux sections: subventions des associations, programme pour les communes et leurs unités économiques; jeunesse, sport et culture; ainsi que le développement agricole et la pêche. Les élus du RCD ont estimé que les aides allouées aux communes sont dérisoires.

Hocine Cherfa

Sur les 11 premiers mois

Déficit commercial de 12,62 milliards de dollars

■ La balance commerciale de l'Algérie a enregistré un déficit de 12,626 milliards de dollars (mds usd) sur les 11 premiers mois de l'année 2015, contre un excédent de 5,452 mds usd sur la même période de 2014, a-t-on appris auprès des Douanes algériennes.

Par Salem K.

Sur la période allant de janvier à novembre 2015, les exportations ont reculé à 34,371 mds usd contre 59,133 mds usd sur la même période de 2014, soit une chute de 41,88%, indiquent les chiffres provisoires du Centre national de l'informatique et des statistiques des Douanes (Cnis). Les importations ont également baissé mais à un moindre rythme pour se chiffrer à 46,997 mds usd contre 53,681 mds usd, en baisse de 12,45%, selon la même source. Le taux de couverture des importations par les exportations a alors baissé à 73% contre 110% entre les deux périodes de comparaison. Pour ce qui concerne les exportations des hydrocarbures, elles se sont réduites en passant à 32,36 mds usd contre 56,2 mds usd (-42,42%). Les exportations hors hydrocarbures ont également baissé pour se chiffrer à 1,916 milliard usd (md usd) contre 2,5 mds usd (-23,36%). Pour les produits hors hydrocarbures, les exportations des demi-produits se sont chiffrées à 1,57 milliard usd (-24,52%) alors que celles des biens alimentaires se sont établies à 220 millions de dollars (-22,53%). Concernant les importations, la tendance baissière a marqué les différentes catégories des produits. Ainsi, les importations des produits alimentaires ont reculé à 8,48 mds usd sur les 11 premiers mois 2015, contre 10,27 mds usd sur la même période 2014 (-17,42%), tandis que les importations des biens de consommation non alimentaires ont baissé à 7,86 mds usd contre 9,47 mds usd (-17%). A rappeler que sur le seul mois de novembre de l'année 2015, le déficit commercial s'est établi à 1,65 milliard de dollars, contre un excé-



Ph./D.R.

dent de 247 millions de dollars sur le même mois de 2014. Ainsi, les exportations se sont chiffrées à 2,16 milliards de dollars (mds usd) en novembre dernier, contre 4,95 mds usd en novembre 2014, soit une baisse de 56,26%, précise le Centre national de l'informatique et des statistiques des Douanes (Cnis). Quant aux importations, elles ont reculé à 3,81 mds usd, en baisse de 18,9%, précise la même source. Le taux de couverture des importations par les exportations a été de 57% seulement contre 105%, en baisse de 48 points. Les hydrocarbures ont représenté l'essentiel des ventes algériennes à l'étranger avec une part de 92,79% du volume global des exportations, soit 2,01 mds usd en novembre 2015 contre 4,68 mds usd en novembre

Déficit de 1,65 milliard de dollars pour le seul mois de novembre

Le déficit commercial de l'Algérie s'est établi à 1,65 milliard de dollars durant le seul mois de novembre 2015, contre un excédent de 247 millions de dollars sur le même mois en 2014, a appris, hier, l'APS auprès des Douanes algériennes. Ainsi,

les exportations se sont chiffrées à 2,16 milliards de dollars (mds usd) en novembre dernier, contre 4,95 mds usd en novembre 2014, soit une baisse de 56,26%, précise le Centre national de l'informatique et des statistiques des Douanes (Cnis). Quant aux importations, elles ont reculé à 3,81 mds usd, en baisse de 18,9%, précise la même source. Le taux de couverture des importations par les exportations a été de 57% seulement contre 105%, en baisse de 48 points. Les hydrocarbures ont représenté l'essentiel des ventes algériennes à l'étranger avec une part de 92,79% du volume global des exportations, soit 2,01 mds usd en novembre 2015 contre 4,68 mds usd en novembre

2014. Les recettes des exportations des hydrocarbures ont, ainsi, enregistré une baisse de 57,1% entre les deux périodes de comparaison, s'expliquant notamment par la chute des cours mondiaux de pétrole. Les exportations hors hydrocarbures, qui ont représenté seulement 7,21% du montant global des exportations, ont également diminué en atteignant 156 millions de dollars contre 267 millions usd en novembre 2014 (-41,57%). La composition des exportations hors hydrocarbures s'est notamment répartie entre le groupe demi-produits pour 130 millions usd (6,01% des exportations globales) et celui des biens alimentaires pour 13 millions usd (0,6%). Les produits bruts, les

biens d'équipements industriels et les biens de consommation non alimentaires ont représenté des parts minimes des exportations globales avec respectivement 0,46%, 0,09% et 0,05%. Pour ce qui est des importations, les achats des biens d'équipement ont reculé à 1,21 milliard usd (md usd) en novembre 2015 contre 1,72 md usd en novembre 2014 (-29,45%), les biens destinés à l'outil de production à 1,21 md usd contre 1,4 md usd (-13,81%), les biens alimentaires à 702 millions usd contre 788 millions usd (-10,91%), les biens de consommation non alimentaires à 689 millions usd contre 792 millions usd (-13%). Les cinq premiers clients de l'Algérie en novembre 2015 ont été l'Italie (398 millions usd), l'Espagne (392 millions usd), la France (380 millions usd), la Grande-Bretagne (181 millions usd) et la Belgique (162 millions usd). Quant aux fournisseurs de l'Algérie, la Chine est encore venue en tête (630 millions usd), suivie de la France (436 millions usd), l'Italie (367 millions usd), l'Espagne (268 millions usd) et l'Allemagne (224 millions usd). Selon le Cnis, 56,32% des importations effectuées en novembre 2015, soit 2,15 mds usd, ont été payées par cash, soit un recul de 17,26% des règlements par cash par rapport à novembre 2014. Les lignes de crédits ont, par ailleurs, financé les importations à hauteur de 39,25%, soit 1,49 md usd (en baisse de 25,22%), alors que le reste des importations (169 millions usd) a été réalisé par le recours à d'autres transferts financiers, selon la même source qui signale que ce dernier mode de financement a progressé de 62,5% par rapport à novembre 2014. S. K./APS

Filière oléicole

De nouvelles normes d'amélioration pour l'exportation

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Sid Ahmed Ferroukhi, a annoncé, dimanche à Maghnia (Tlemcen), l'application de nouvelles normes basées sur des techniques modernes afin d'améliorer la production qualitativement et quantitativement dans la perspective d'exportation. Présidant une rencontre d'étude, organisée deux jours durant par l'association nationale de promotion oléicole, M. Ferroukhi a indiqué que cette tendance concerne tous les producteurs privés qui doivent veiller à la promotion du produit selon les exigences du marché extérieur, notamment pour ce qui est de l'emballage. «La nouvelle donne économique nationale nécessite la mobilisation de tous, la diversification des ressources et l'investissement», a-t-il martelé. Les superficies réservées à l'oléiculture sont passées de 150 000 hectares en 1999 à 450 000 ha en 2015, a indiqué le ministre, soulignant que cette hausse est le fruit de programmes visant à intensifier cette culture dans tout le territoire national sur les vallées, plaines et steppes et à élargir les

terres irriguées en introduisant des techniques modernes. Après l'ouverture de cette rencontre, le ministre s'est rendu au périmètre irrigué de Maghnia où il a suivi, avec les membres de la délégation qui l'accompagne, un exposé sur la situation agricole dans la wilaya et les dispositions prises pour l'extension des terres irriguées et l'amélioration de la production et du rendement agricoles. Les responsables du secteur misent, pour la concrétisation de cet objectif, sur les réserves hydriques importantes dont dispose la wilaya au niveau de ses cinq barrages et ses nappes phréatiques, notamment avec l'exploitation de deux stations de dessalement de l'eau de mer à Souk Tiéta et Honaine qui ont permis de combler le déficit accusé par la wilaya en matière d'AEP. Des quantités suffisantes d'eau ont été fournies, mettant la wilaya à l'abri du besoin et l'habitant à recourir progressivement au transfert des eaux des barrages vers l'irrigation pour l'extension de ses trois périmètres irrigués à Zouia, Maghnia et Hennaya totalisant une superficie de 2 500 ha. A la faveur de la dis-

ponibilité de l'eau, les programmes élaborés visent à atteindre 9 000 ha de terres irriguées d'ici fin 2015 et 17 000 ha à l'horizon 2019, selon le responsable du secteur qui a rappelé le soutien à hauteur de 4 milliards DA destinés à cette opération au titre du programme complémentaire 2013 dont a bénéficié la wilaya à l'occasion de la visite du Premier ministre, Abdelmalek Sellal à Tlemcen. Le périmètre irrigué de Maghnia avait été confié dernièrement à l'Office national d'irrigation et de drainage (ONID), en vue d'améliorer son rendement. Ce périmètre, d'une superficie de 11 100 ha dont 5 138 ha équipés de canalisations et 4 250 ha irrigués par 570 agriculteurs et doté d'une conduite principale sur 27 km et de canalisations secondaires sur 186 km, est alimenté à partir du barrage de Hammam Boughrara et des eaux souterraines de Maghnia. Le ministre a poursuivi sa visite hier dans la wilaya de Tlemcen par l'inspection d'infrastructures liées à la pêche et à l'aquaculture au niveau des plages de Honaine et de Ghazaouet.

Hocine B.

Commune de Zaârouria/Souk Ahras

500 foyers raccordés au réseau du gaz naturel

■ L'opération de mise en gaz, présidée par le wali, Abdelghani Filali, a nécessité la réalisation d'un réseau de transport et de distribution de 31,2 km, pour un coût de 320 millions de dinars, selon des explications fournies sur place par le directeur de l'énergie.

Par Kamel L.

Pas moins de 500 foyers du hameau de Djehifa, dans la commune de Zaârouria (Souk Ahras), ont été raccordés lundi au réseau de distribution publique de gaz naturel, suscitant une grande joie dans les rangs des familles concernées, a-t-on constaté. L'opération de mise en gaz, présidée par le wali, Abdelghani Filali, a nécessité la réalisation d'un réseau de transport et de distribution de 31,2 km, pour un coût de 320 millions de dinars, selon des explications fournies sur place par le directeur de l'énergie, Boumediene Seghiri.

Plus de 220 autres foyers du groupement d'habitations d'El Kef, dans la commune de Tiffach, bénéficieront à leur tour de cette énergie avant la fin du mois en cours, selon le même responsable qui a également fait savoir que 1 800 familles seront raccordées en janvier prochain dans les localités d'Ouled Driss (1 200 foyers), d'Ouillen (300) et de Henanacha (300). Le parachèvement des projets en cours permettra de



porter le taux de couverture de cette wilaya, actuellement de 60 %, à plus de 86 %, a encore

indiqué M. Seghiri, rappelant que 5 000 foyers répartis sur plusieurs mechtas ont bénéficié

de cette énergie depuis le début de l'année en cours.

K. L./APS

Adrar

Plus de 5 800 jeunes demandeurs d'emploi placés en 2015

Pas moins de 5 802 jeunes sur 13 955 demandeurs d'emploi à Adrar ont été placés dans le cadre des différents dispositifs d'emploi durant 2015 dans la wilaya, a-t-on appris dimanche auprès des responsables de la direction locale de l'emploi.

Quelque 247 micro-projets ont été financés durant la même

période dans le cadre de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej), au titre de deux formules de financement (bipartite et tripartite), ont précisé les responsables de l'antenne locale de cet organisme, lors d'un Salon de wilaya sur l'emploi, le travail et l'assurance sociale, ouvert à Adrar.

Cette manifestation vise à

mettre en exergue les nouvelles mesures prises par l'Etat relatives à la promotion de l'emploi, notamment les avantages offerts au titre de la loi de finances complémentaire (LFC-2015), a indiqué le directeur de l'emploi, Nouredine Akbi.

Devant s'étaler sur deux jours, ce Salon offre également une occasion pour découvrir les

facilités octroyées par l'ensemble des dispositifs de l'aide à l'emploi pour contribuer à la création de postes et au développement local, notamment dans les secteurs jugés productifs.

Des statistiques sur les activités des institutions et organismes concernés par le soutien, l'accompagnement et le financement de l'emploi (CNAS, CASNOS, CNR, FNPOS et ONAPH), ont été présentées à cette occasion.

Yanis F.

Annaba

Lancement d'une opération de relogement de 1 300 familles

Une opération de relogement de 1 300 familles dans des appartements neufs construits dans les nouveaux pôles urbains de Boukhadra, de Bouzaâroura et de Kalitoussa (Annaba) a été lancée dimanche, a-t-on constaté.

Le début de l'opération, menée dans une ambiance de joie, a permis, à son premier jour, de reloger quelque 200 des familles qui occupent désormais, pour la première fois depuis 40 ans pour certaines d'entre elles, des habitations décentes, disposant de toutes les commodités.

Les services de la daïra d'El Bouni et de l'Office de promotion et gestion immobilière (OPGI) ont mobilisé, dans le cadre de cette opération qui devra durer près d'une semaine, d'im-

portants moyens pour le déménagement des familles. Selon le directeur de l'OPGI, Abdelkrim Benchadi, chaque habitation précaire libérée sur le site à évacuer, en l'occurrence le bidonville «la SAS», sera systématiquement démolie, ce qui permettra de récupérer une assiette d'environ 4 hectares qui accueillera des projets de réalisation de 900 logements publics locatifs.

Le responsable de l'OPGI d'Annaba a également affirmé que durant l'année 2016, «pas moins de 23 000 logements publics locatifs destinés à résorber l'habitat précaire et à répondre à la demande sur le logement social seront distribués».

K. L.

Pré-affectation de logements publics à Oran Démantèlement d'une bande spécialisée dans la fabrication de fausses décisions

LES SERVICES de la sûreté de wilaya d'Oran ont procédé dernièrement au démantèlement d'une bande qui falsifiait des décisions de pré-affectation de logements publics locatifs, a-t-on appris dimanche, des services de la wilaya.

Agissant sur informations sur les méfaits de ce groupe, les services de la sûreté ont arrêté le principal accusé et son acolyte qui lui servait de chauffeur personnel, ajoute-t-on de même source, précisant qu'un troisième membre du réseau est activement recherché.

Cette bande établissait, contre sommes d'argent, de fausses décisions de pré-affectation de 1 430 logements du site de Canastel, destinés aux habitants des quartiers populaires d'El Hamri et de Mediouni qui seront relogés dans les prochains jours. Lors de la perquisition des domiciles des deux prévenus arrêtés, plusieurs fausses décisions d'attribution de logements et de faux bons de versements de l'OPGI d'Oran ont été retrouvés, outre des permis de conduire et cartes d'identité nationale appartenant à des citoyens, victimes de leur crédulité ainsi qu'un ordinateur portable et d'autres documents administratifs utilisés dans la falsification.

Après les investigations et l'audition de plusieurs victimes de ce gang criminel, il s'est avéré que le principal accusé se présentait comme un officier supérieur leur laissant croire qu'il pouvait, contre versement de sommes entre 1 et 5 millions de DA, leur obtenir des logements et locaux commerciaux au niveau du site de Canastel.

Les enquêteurs ont découvert une somme de 138 500 DA, en plus d'un fusil de chasse sans permis et des munitions. Les deux mis en cause ont été présentés devant le juge instructeur de la 5^e chambre du tribunal d'Oran qui a ordonné la mise en examen du principal suspect et le contrôle judiciaire pour son acolyte.

O. Y.

Annaba : Constitués de 18 émigrants clandestins Interception en mer de deux nouveaux groupes

Les gardes-côtes de la wilaya d'Annaba ont mis en échec, dimanche, deux tentatives d'émigration clandestine et arrêté 18 jeunes qui tentaient de traverser la Méditerranée à bord d'embarcations de fortune, a-t-on appris auprès du Service d'assistance médicale d'urgence (SAMU).

Les 18 individus âgés de 22 à 28 ans, tous originaires d'Annaba, ont été examinés par les médecins du SAMU après leur interception au large de Ras El Hamra dans la matinée de dimanche, selon la même source.

Depuis le début de l'année en cours, 362 candidats à l'émigration clandestine ont été arrêtés au large des côtes de la wilaya d'Annaba, dont 170 durant le seul mois de décembre.

R. T.



Congrès du Polisario

De nouveaux critères exigés pour briguer le poste de secrétaire général du Front

■ Le statut général du Front Polisario a connu des amendements, dont notamment le critère de l'ancienneté militaire et de l'âge de 45 ans au minimum pour être candidat au poste de secrétaire général qui devrait, désormais, être élu directement par les congressistes, a indiqué dimanche à Dakhla, le porte-parole du Congrès, Omar Mansour Mohamed Ambarak.

Par Mondji T.

« Il a été décidé, lors de l'adoption des résolutions relatives au statut général du Front Polisario, que le secrétaire général soit élu directement par les congressistes, et non pas par les membres du secrétariat permanent comme stipulé dans l'ancien statut », a expliqué Omar Mansour dans une conférence de presse organisée lors de la 5^e journée du congrès du Front Polisario.

Les congressistes ont exigé, suite à un long débat, selon la même source, « le caractère militaire pour prétendre à briguer le poste de secrétaire général » ajoutant que l'âge pour se porter candidat à ce poste est fixé à plus de 45 ans.

Concernant l'élection du secrétariat permanent du Front, le porte-parole a déclaré que chaque candidat au secrétariat doit avoir au premier tour deux tiers des voix, et plus de 50% plus une voix au second tour, précisant que l'âge de candidature a été fixé à 30 ans et sans limite de mandats.

Les congressistes ont imposé un quota d'au moins quatre femmes dans le secrétariat permanent, a-t-il affirmé, soulignant que l'immunité des membres de cet organe de la direction politique du Front a été levée, précisant toutefois qu'elle est maintenue pour les parlementaires.

Les délégués au congrès ont adopté, également, une proposition concernant l'intégration du secrétariat politique (l'organe politique central) dans le secrétariat permanent du Front, ce qui

le renforce et lui attribue des prérogatives de contrôle sur l'exécutif, a encore expliqué Omar Mansour.

Le congrès va se pencher durant la soirée sur l'examen et l'adoption des rapports de la commission du programme d'action nationale et celle des messages, des recommandations et de la déclaration finale.

Le porte-parole a indiqué, par ailleurs, que les travaux du congrès vont « probablement » se prolonger à cause du retard enregistré avant d'entamer l'opération de désignation par le congrès d'une nouvelle direction politique du Front Polisario.

Adoption du programme d'action nationale : fin des travaux de la 5^e journée

Les travaux de la 5^e journée du 4^e congrès du Front Polisario ont pris fin tard dimanche avec l'adoption du rapport de la commission du programme d'action nationale et la constitution de la commission des élections, a déclaré à l'APS, le porte-parole du Congrès, Omar Mansour Mohamed Ambarak.

« Les congressistes ont adopté le rapport de la commission du programme d'action nationale », a indiqué le porte-parole, sans donner plus de détails.

Lors de l'examen du rapport de cette commission, les congressistes ont abordé samedi plusieurs questions, dont notamment le renforcement des capacités de l'armée et la consolidation de la sécurité dans les territoires sahraouis libérés. Par ailleurs, le porte-parole a annoncé que « la com-



mission des élections, composée de 85 membres, a été constituée avec comme résident Bechraya Beyoun».

« La commission va recevoir les candidatures jusqu'à 2h00 (du matin), et demain (lundi) à 10h00 les congressistes vont commencer à élire le nouveau secrétaire général du Front », a annoncé Omar Mansour, ajoutant que la seule candidature enregistrée pour le moment c'est bien celle du secrétaire général sortant, Mohamed Abdelaziz.

Le rapport de la commission du statut général avait été adopté dans la journée, avec un nombre d'amendements dans les statuts du Front. Parmi ces amendements, le critère de l'ancienneté militaire et l'âge de 45 ans au minimum pour être candidat au poste de secrétaire général qui devrait, désormais, être élu directement par les congressistes.

Les travaux du congrès, qui devraient prendre fin dimanche, vont se prolonger à cause du retard enregistré avant d'entamer l'opération de désignation par le congrès d'une nouvelle direction politique du Front Polisario.

L'Algérie «ne ménagera aucun effort» pour appuyer les efforts du SG de l'ONU

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, a affirmé,

dimanche à Oran, que l'Algérie ne ménagera aucun effort pour appuyer les efforts du secrétaire général de l'ONU en vue du règlement du conflit au Sahara occidental.

« Nous formons le vœu que la visite prochaine dans la région du secrétaire général de l'ONU Ban Ki Moon soit l'occasion pour ramener les deux parties à la table des négociations en vue de la relance du processus de paix », a souligné M. Lamamra lors de l'ouverture du séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique.

Le ministre d'Etat a assuré que « l'Algérie, en ce qui la concerne, ne ménagera aucun effort pour appuyer les efforts du SG de l'ONU et de son envoyé personnel, pour l'avènement d'un règlement définitif de ce conflit à travers la tenue du referendum d'autodétermination ».

« Au Sahara occidental, le processus de règlement mené par les Nations unies depuis 1990 est dans l'impasse », a-t-il fait observer, tout en estimant que « les propositions de règlement communiquées en 2007 par les deux parties, le Maroc et le Front Polisario, n'ont pas permis la relance des négociations et aucun progrès n'a pu être enregistré depuis lors ».

Tout en relevant les difficultés rencontrées par l'envoyé personnel du SG de l'ONU, l'ambassadeur Christopher Ross et M^{me} Kim Bolduk, sa représentante spéciale et chef de la Minurso, M.

Lamamra a déploré l'attitude affichée par le Maroc.

« Au lieu de s'engager dans la recherche et la mise en œuvre d'un règlement de ce différend, comme l'y appellent les résolutions pertinentes de l'Union africaine et des Nations unies, le Maroc a malheureusement multiplié, tout au long de ces 40 années d'occupation, les manœuvres dilatoires », a-t-il déclaré, tout en appelant les Nations unies, et singulièrement le Conseil de sécurité, à « assumer leurs responsabilités pour hâter l'avènement d'une solution conforme à la légalité internationale et mettre ainsi fin au calvaire qu'endure le peuple sahraoui sous l'occupation, dans son propre territoire, et dans les épreuves de l'exil ».

D'autre part, au sujet de la situation au Mali, le chef de la diplomatie algérienne a souligné la nécessité de demeurer vigilants et mobilisés afin de préserver le processus de paix et de réconciliation nationale engagé dans ce pays.

« La dernière tentative désespérée des groupes terroristes visant à saper la sécurité et la stabilité du Mali, à travers la tentative de prise d'otages de l'hôtel Radisson Blue, est venue nous rappeler la nécessité de demeurer vigilants et mobilisés afin de préserver le processus de paix et de réconciliation nationale engagé dans ce pays », a-t-il soutenu.

Mondji T.

Banque maghrébine de l'investissement et du commerce extérieur

Benkhalfa à Tunis pour la mise en place de la BMICE

Le ministre des Finances Abderrahmane Benkhalfa a pris part, lundi à Tunis, aux travaux de l'assemblée générale constitutive de la Banque maghrébine de l'investissement et du Commerce extérieur (BMICE), indique un communiqué du ministère.

Cette banque est dotée d'un capital souscrit de 150 millions de dollars, détenu à parité par les pays membres de l'Union maghrébine arabe (UMA) dont 37,5 millions de dollars libérés à part égale à la constitution. La fondation de la BMICE, dont la présidence est prévue

qu'elle revienne à l'Algérie, entre dans le cadre de la mise en œuvre de la convention ratifiée par les cinq pays membres de l'UMA (Algérie, Tunisie, Maroc, Libye, et la Mauritanie).

La banque a pour objet de contribuer « à la construction d'une économie maghrébine intégrée en participant au financement de projets d'intérêt commun dans les domaines agricole, industriel et autres secteurs ainsi qu'à encourager les échanges économiques entre les pays de la région et apporter le soutien et le financement à des projets économique-

ment viables et financièrement rentables réalisés dans la région » selon la même source.

Les travaux de cette rencontre et des concertations prévues par la même occasion sont organisés par les autorités financières des cinq pays de l'UMA, en collaboration avec le secrétariat général de l'Union.

La cérémonie se tient en présence des ministres des Finances, du secrétaire général de l'UMA, de hauts fonctionnaires des cinq pays membres et des administrateurs désignés par chacun

des pays membres de l'UMA, a-t-on indiqué.

En marge des travaux, M. Benkhalfa aura des entretiens avec le ministre tunisien des Finances pour faire le point sur l'état des relations bilatérales dans les domaines économique et financier et examiner les voies et moyens de renforcer davantage les liens traditionnels de coopération existant entre les deux pays.

Des rencontres avec certains de ses homologues présents sont aussi inscrites à l'agenda du ministre.

R. M.



Liban

Le Hezbollah salue son martyr tué vraisemblablement par Israël

■ Le Hezbollah a organisé hier d'imposantes funérailles dans le sud de Beyrouth pour Samir Kantar, tué dimanche par Israël près de Damas lors d'un raid imputé à Israël, alors qu'il était en charge du front du Golan, occupé depuis 1967 par l'État hébreu.

Par Ali O.

Tandis que les deux adversaires ont échangé dimanche roquettes et obus à la frontière libano-israélienne, le chef du Hezbollah Hassan Nasrallah, dont les hommes combattent en Syrie aux côtés du régime, doit intervenir dans la soirée pour réagir à cette liquidation.

Israël s'est félicité de la mort de Kantar mais sans revendiquer la responsabilité du raid perpétré samedi. Cependant, un haut responsable de la sécurité israélienne avait averti en 2008, peu après la libération du Libanais d'une prison israélienne, qu'il restait une «cible pour Israël».

Dans le quartier de Ghobeiri, fief du Hezbollah, des barrages ont été dressés et des militants en habit militaire portaient des drapeaux de leur parti. Son cercueil a été lui aussi recouvert du drapeau du Hezbollah.

Ancien militant du Front populaire palestinien (FLP) incarcéré pendant près de 30 ans en Israël pour une opération meurtrière commise à l'âge de 16 ans, ce druze libanais avait rejoint aussitôt après sa libération le mouvement chiite, à l'origine de sa libération lors d'un échange.

L'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) l'a présenté comme le «chef de la résistance syrienne pour la libération du Golan», un groupe créé

il y a deux ans par le Hezbollah pour lancer des opérations dans cette région, occupée par Israël depuis la guerre israélo-arabe en 1967.

«Pendant ses sept ans de liberté, Samir s'est impliqué dans la résistance (contre Israël) au Liban et quand sont apparus les premiers signes de la résistance sur le front du Golan occupé, il a été le premier à le rejoindre. Israël a essayé six fois de l'assassiner au Liban et en Syrie», a affirmé son frère Bassam dans un article publié hier par le quotidien libanais Al-Akhbar.

Pour Waddah Charara, expert du Hezbollah, «Samir Kantar représentait l'emblème d'un projet (...) de constitution d'un front de résistance dans le sud druze syrien (...) Et quand Nasrallah a annoncé qu'on verrait bientôt une résistance syrienne aussi efficace que la résistance chiite au Liban-sud, Kantar faisait partie de l'équation».

«Kantar a essayé de jouer de son appartenance à la communauté druze pour être une tête de pont (vers la partie du Golan occupé par Israël) et pour chercher à ébranler la loyauté des druzes à l'État hébreu. Israël ne pouvait pas l'accepter», a souligné l'auteur du livre «l'État hezbollah».

Les quelque 20 000 druzes qui vivent sur le Golan ont dans leur immense majorité refusé la nationalité israélienne après l'annexion en 1981 du plateau par



l'État hébreu. Originaire d'Aabey, dans la région druze au sud-est de Beyrouth, Kantar a appartenu à la frange de la jeunesse libanaise qui s'était engagée dans les années 70 aux côtés des combattants palestiniens au Liban.

Ainsi la chef druze Walid Joumblatt, dont le père fut le symbole de l'alliance entre les mouvements progressistes libanais et les Palestiniens avant son assassinat en 1977, lui a rendu hommage.

«Malgré nos différences dans nos positions politiques sur la crise syrienne, nous condamnons la mort du militant Samir (...) qui a dédié sa vie à la lutte contre

l'occupation israélienne (...) Il restera un symbole de lutte, de la résistance et de la liberté», a-t-il dit dans un communiqué.

Sur les réseaux sociaux, les critiques pleuvent sur l'inaction des Russes, alliés du Hezbollah contre les rebelles en Syrie, qui disposent au sol d'un système de radars ultra-performants et de missiles de longue portée S-400.

Pour M. Charara, professeur de sociologie à l'université libanaise, «dès le départ, la Russie a tenu à marquer le fait que sa défense du régime syrien ne concernait pas le conflit syro-israélien».

A. O.



Points chauds

Déchéance

Par Fouzia Mahmoudi

La déchéance de nationalité d'individus binationaux reconnus de terrorisme décidée par la France à la suite de l'attaque contre le journal «Charlie Hebdo» refait aujourd'hui parler d'elle et semble près de remporter une adhésion collective. En effet, depuis quelques semaines de nombreuses voix s'élèvent à gauche pour dénoncer la mesure décidée par le gouvernement pour lutter contre le terrorisme. Parmi elle, et dernière en date, celle de Cécile Duflot qui évoque une «faute». L'ancienne ministre de l'Écologie a en effet jugé que l'idée d'inscrire dans la Constitution la déchéance de nationalité pour les binationaux nés français serait «plus qu'une ligne rouge», «une faute». Ce serait le cas, selon l'élue, tant sur les «principes» de «la nationalité acquise de droit» et du «choix historique de la citoyenneté française» que par souci d'«efficacité». «Les criminels, on les pourchasse, on les juge, on les condamne», a plaidé cette élue parisienne, disant aussi «préférer que quelqu'un qui a attaqué notre pays soit jugé en France, en prison en France et surveillé plutôt que renvoyé dans un autre pays et qu'on ne sache pas quand est-ce qu'il peut intervenir ou revenir». Après avoir rappelé sa préférence pour un état d'urgence de deux mois et noté qu'«il y a eu un certain nombre d'abus – ce qui crée un climat qui peut aussi être facteur de menace», Cécile Duflot a déclaré que ce régime et ses «moyens extraordinaires» étaient nécessaires «pendant les premières semaines pour identifier les cellules dormantes, les armes» après les attentats du 13 novembre, mais qu'«il faut que ça s'arrête». Pour l'ex-ministre et membre de la commission des Affaires étrangères, la lutte contre la menace terroriste doit reposer désormais sur les services de renseignement, avec des moyens accrus, via «des infiltrations, de la surveillance», des «choses très classiques» mais qui «fonctionnent le mieux». Surtout, le Premier ministre lui-même semble avoir retourné sa chemise en rejetant cette «solution». Manuel Valls le dit clairement : non, la déchéance de la nationalité pour les binationaux n'est pas un outil efficace pour lutter contre le terrorisme. En fin de semaine dernière, il défendait pourtant encore cette idée empruntée à la droite, et reprise par François Hollande devant le Congrès après les attentats du 13 novembre. Il reconnaissait déjà que la mesure était symbolique mais il estimait légitime d'y penser quand je cite «des Français tuent d'autres Français». Le projet a été transmis pour avis au Conseil d'État. Visiblement l'Exécutif a eu des retours. «On a des éléments», dit-on de manière évasive à Matignon. Et, aujourd'hui, Manuel Valls semble douter. Il lâche qu'il faut regarder cela de près. Le premier article de la Constitution stipule que la République «assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine». Le projet de la réformer crispe terriblement à gauche. «Est-ce que le symbole en vaut la peine ?» Le Premier ministre s'interroge. Reste surtout à savoir ce qu'en pensent les citoyens français et si un rétropédalage sur la question pourrait heurter les chances du PS pour 2017 ou si au contraire les électeurs de gauche attendent que Hollande et son équipe agissent de manière plus conforme à leurs valeurs historiques.

F. M.

Yémen

La trêve reste fragile, les rebelles menacent l'Arabie

Un cessez-le-feu doit en principe être prorogé hier soir au Yémen en dépit de violations répétées ces derniers jours, alors que les rebelles pro-iraniens menacent d'intensifier leurs tirs de missiles contre l'Arabie saoudite voisine.

Au lendemain de la clôture d'un round de pourparlers inter-yéménites en Suisse, la situation était relativement calme hier dans le sud du Yémen. Notamment autour de Taëz, troisième ville du pays assiégée depuis des mois par les rebelles chuites Houthis et leurs alliés, selon des sources militaires.

En revanche, dans le nord, les forces progouvernementales ont poursuivi leur offensive dans la région de Nihm, à 40 km au nord-est de la capitale Sanaa, où dix rebelles ont été tués. Elles progressaient aussi dans la province voisine de Jawf en direction de Baqa, poste-frontière avec l'Arabie saoudite, ont indiqué des officiers loyalistes.

L'aviation de la coalition arabe qui soutient militairement le gouvernement yéménite a

pour sa part lancé neuf raids contre des positions rebelles dans la région de Khawlana, à l'est de Sanaa, selon des témoins. La coalition est intervenue fin mars au Yémen pour tenter de repousser les Houthis qui ont pris le contrôle de la capitale Sanaa et de larges pans du territoire, avec l'aide d'unités de l'armée restées fidèles à l'ex-président Ali Abdallah Saleh.

L'armée saoudienne a annoncé avoir intercepté hier à l'aube un missile tiré depuis le Yémen par des rebelles vers la ville frontalière de Jazan, le quatrième depuis vendredi. Ces développements sont intervenus au lendemain de l'annonce par le gouvernement yéménite reconnu internationalement d'une reconduction pour sept jours du cessez-le-feu à son expiration hier soir, alors que cette trêve n'a cessé d'être violée.

Le cessez-le-feu était entré en vigueur le 15 décembre, au premier jour de discussions sous l'égide de l'ONU à Berne, en Suisse, entre les protagonistes yéménites pour tenter de mettre

fin à neuf mois de guerre au Yémen.

Un nouveau round de pourparlers interyéménites devrait se tenir le 14 janvier, a indiqué dimanche soir le médiateur de l'ONU Ismaïl Ould Cheikh Ahmed, en annonçant «des progrès notables, mais insuffisants» lors des discussions des six derniers jours.

Des représentants des belligérants, réunis pour la première fois autour d'une même table depuis mars, sont parvenus à «un accord» sur la création d'«une commission de contacts», supervisée par l'ONU, pour veiller au respect de la trêve, a indiqué le médiateur.

Les rebelles, soutenus par l'Iran chiite, rival de l'Arabie saoudite sunnite, restent intransigeants et menacent désormais d'intensifier leurs attaques aux missiles. Le chef des forces armées ralliées aux Houthis, le général Charaf Loqman, a ainsi affirmé avoir sélectionné «300 cibles militaires et vitales saoudiennes pour notre force de soutien balistique».



Festival international de musique andalouse et des musiques anciennes

Les musiques ancestrales à l'honneur

■ L'interprète de musique andalouse Lamia Madini, l'ensemble irakien Angham El Rafideyn et l'Association des Beaux-arts d'Alger se sont succédé dimanche soir sur la scène de la salle Ibn Zeydoun d'Alger pour interpréter les plus belles chansons du répertoire andalous. Cette soirée qui s'inscrit dans le cadre de la dixième édition du Festival international de musique andalouse et des musiques anciennes était une occasion pour redonner vie à des textes anciens et des musiques ancestrales. Le Festival se poursuit jusqu'au 26 décembre avec la participation de douze pays.

Par Abia Selles

Un public nombreux a assisté dimanche soir à l'ouverture du Festival international de la musique andalouse et des musiques anciennes. Cette manifestation artistique qui nous fait revisiter et découvrir le répertoire ancestral de douze pays était ouverte avec des voix pleines d'énergie et des mélodies très riches. En effet, trois ensembles ont été accueillis sur la scène de la salle Ibn Zeydoun de l'Office Riadh El Feth. Il s'agit de l'Algérienne Lamia Madini

soutenue par l'Ensemble national algérien féminin de musique andalouse (ENAMA) qui a présenté «*Nouba Mezmour*» dans ses différentes déclinaisons rythmiques et mélodiques. La vingtaine de musiciennes composant l'ENAMA ont brillé de maîtrise dans leurs différents instruments, notamment les cordes aux sonorités relevées dont le r'beb, le luth, la kouitra et les deux qanuns présents sur scène.

L'ensemble irakien «Angham El Rafideyn» est ensuite intervenu en quatuor d'anciens musiciens avec Taha Gharib au



«Djoza» (petite vièle rustique à pique), dirigeant ses compatriotes Sabah Hachem au «sen-tor» (cithare à table frappé qui se joue avec des petites baguettes à marteaux), Sabah Kadem au «riq» (petit tar ou tambourin) et «El Khchabia» (petite percussion à deux tambours séparés) et M'hamed Khalil, à la derbouka (percussion orientale).

L'ensemble irakien a présenté un répertoire traditionnel fait des pièces, Hidjaz traditionnel,

Leyloun Bihi El Fen Indjala (mou-wachah dans le mode rasd), Maqam El Bendjigah (dérivé du 5° degré du mode rasd) et Et'Choharga (dérivé du mode adjam àouchairan).

L'Association des Beaux-arts d'Alger, dernière à se produire dans cette soirée inaugurale du 10° Festivalgérie, s'est présentée devant le public avec une vingtaine de musiciens dont plus d'un tiers de femmes.

Dirigés d'une main de maître

par Abdelhadi Boukoura, aux commandes de l'association depuis 1999, les instrumentistes de l'ensemble algérois issu de l'ancienne «Société des beaux-arts» fondée en 1856, ont présenté «*Noubet H'cin*» dans ses différentes variations rythmiques. Une dizaine de jours, confie M. Boukoura, aura suffi au groupe pour mettre au point le programme de la nouba fait d'une dizaine de pièces interprétées soit par l'ensemble ou alors en solo par Mounia Chatal, Amira Chekchek, Lamia Abdelli, Hamza Bouneb, Haroun Chettab et Nouredine Benalioua.

A.S.

Exposition de photos

Hommage à la ville sainte d'El Qods

Une exposition de photos baptisée «*L'exode*» en soutien à la ville sainte d'El Qods a été organisée dimanche à Batna par le bureau local de l'Association des oulémas musulmans algériens, a-t-on constaté.

Les clichés exposés lors de cette manifestation tenue au centre culturel islamique de Batna, racontent la vie et l'histoire du Prophète Mohamed (QSSSL), ainsi que les symboles de l'Islam, au moyen d'une sélection de photographies issues des archives de l'Association, ont souligné les organisateurs.

Regroupés autour d'un drapeau palestinien géant et munis de fanions avec au centre une photo de la mosquée El-Aqsa, les organisateurs et de jeunes visiteurs, dont des acteurs associatifs, ont scandé, lors de l'ouverture de cette exposition, des slogans de soutien au peuple palestinien et à sa lutte pour la liberté et l'indépendance.

Ils ont appelé, par la même occasion, la communauté internationale à faire pression sur l'entité sioniste pour l'amener à mettre un terme à ses exactions et ses agressions répétées dans les territoires palestiniens

occupés, ainsi qu'à sa politique belliqueuse dans la bande de Ghaza.

Cette manifestation de solidarité est organisée en prélude à un sit-in qui sera organisé à l'occasion de la célébration du Mawlid Ennabaoui devant le siège de l'UGTA à Alger, pour attirer l'attention de la société civile internationale, des organisations humanitaires, des Nations unies et du monde entier sur la cause palestinienne, notamment la question de la ville sainte d'El Qods, ont ajouté les organisateurs.

L.B.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Salle Ibn Zeydoun
Jusqu'au 26 décembre :
Festival international de musique andalouse et des musiques anciennes

Salle Cosmos à Riadh El Feth
Jusqu'au 21 décembre :
Projection du long métrage de fiction «Le labyrinthe : terre brulée»

Du 22 au 24 décembre :
Projection du film d'horreur «Pay the ghost»

Du 25 au 27 décembre:
Projection du long métrage Paper tawns

Institut Culturel Italien d'Alger
Jusqu'au 31 décembre :
Exposition de peintures «Un Chant de couleurs» de l'artiste Ahmed Mebarki.

EZZOUAR'ART
Jusqu'au 25 décembre :
Exposition-vente de peinture «Algérie toujours» de l'artiste Mira Naporowska.

Galerie d'art de l'hôtel Sofitel (El Hamma, Alger)
Jusqu'au 31 décembre :
Exposition-vente de peinture et de photographie «Du soleil à la lune», avec Nourredine Chegrane, Farid Benyaâ, Valentina Ghanem, Ferrante Ferranti, etc. les bénéficiaires seront utilisés pour acheter du matériel spécial aux enfants de la Lune souffrant du xeroderma pigmentosum et qui ne peuvent supporter le moindre rayon de soleil.

M.K.

Festival culturel national du théâtre d'expression amazighe

Batna s'apprête à accueillir la manifestation

La 7° édition du Festival culturel national du théâtre d'expression amazighe se tiendra du 23 au 31 décembre prochains à Batna, a indiqué dimanche le commissaire de la manifestation, Salim Souhali.

Cette nouvelle édition réunira les troupes des théâtres régionaux de Tizi Ouzou, Constantine, Béjaïa, Oum El Bouaghi et Batna, ainsi que des formations du Théâtre

national algérien (TNA) et les associations Taghit N'ajjer de Djanet (Illizi), El Wafa lil fan oua thakafa (Ghardaïa) et Assirem Nouaouras (Batna), a-t-on souligné de même source.

La pièce «*Imnoukel*» du TR Constantine (TRC) qui participe pour la première fois à ce festival, a été désignée pour ouvrir la manifestation, a précisé M.Souhali, affirmant que

la qualité des œuvres sera «*le mot d'ordre majeur*» de cette édition 2015.

Les spectacles en compétition pour les neuf prix du Festival seront présentés dans la salle du TR Batna qui abritera également des conférences consacrées à l'évaluation de l'expérience du théâtre d'expression amazighe en Algérie, a relevé le commissaire du festival.

F.H.

Journées de la musique andalouse à Bordj Bou Arreridj

Une forte affluence du public

Un public nombreux, féru de musique andalouse, a afflué dimanche à la maison de la culture Mohamed-Boudiaf de Bordj Bou Arreridj où se sont ouvertes des journées de la musique andalouse, a-t-on constaté.

Les ensembles El Andalous de Bordj Bou Arreridj et El Mouahidia de Nedroma (Tlemcen), qui ont inauguré cette manifestation culturelle, ont enchanté l'assistance

avec des noubas parfaitement exécutées.

Plusieurs autres troupes musicales, venues de l'ensemble du territoire national, se succéderont jusqu'à mercredi sur la scène de la maison de la culture, a fait savoir le président de l'association organisatrice, «Biban El Andalous», Cherif Tibourtine, citant, notamment les formations «Rasd ou Maya» de Skikda, «El Amraouia» de Tizi Ouzou, «Diar El Andalous» de Blida et

«Zarouia» de Miliana (Ain Defla). Cette manifestation artistique et culturelle, organisée en collaboration avec la maison de la culture Mohamed-Boudiaf, sera également un espace d'échanges entre les différentes associations participantes et offrira l'occasion de découvrir des jeunes talents, a indiqué à APS un responsable de la maison de la culture.

Coup-franc direct

Ces joueurs qui se croient arrivés

Par Mahfoud M.

A lors que dans les championnats huppés du Vieux Continent, les joueurs et même s'ils s'illustrent grâce à leurs qualités techniques souhaitent progresser plus, ici le quidam de joueur local pense être arrivé au moment où il réussit un seul bon match. Des joueurs dans notre pays pensent qu'ils ne sont redevables de personne et qu'ils ont le droit de prétendre à de gros salaires et autres avantages parce qu'ils ont réussi, ne serait-ce qu'un seul grand match. Ils ne veulent pas continuer à bosser sérieusement et se contentent du peu. Le résultat est ensuite catastrophique, puisque l'équipe en pâtit et se retrouve avec des éléments qui n'ont de tel que l'aspect et même cela est déformé parfois puisqu'il prend du poids en trichant au cours des séances d'entraînement. Pourtant, ces joueurs doivent savoir qu'on n'arrive pas aussi facilement que l'on pense et qu'il faut consentir des sacrifices pour réussir sa carrière et surtout rester au sommet une fois qu'on arrive. Mais cela n'est pas leur tort mais celui des dirigeants qui continuent à les chouchouter alors qu'ils sont les premiers à devoir les remettre à leur place et les appeler à fournir plus d'efforts sur le terrain surtout qu'une carrière ça se gère et l'on ne peut rester passif devant ce genre de situation. **M. M.**

Paralympiques-2016 (handi-basket)

Riche programme de préparation pour la sélection algérienne



d'en retenir les meilleures susceptibles d'être dans l'effectif de la sélection qui aura l'honneur de représenter l'Algérie au Brésil-2016», a indiqué l'entraîneur adjoint, Kistrane, ajoutant que ces regroupements permettront au staff technique de tester les athlètes sur différents aspects. Pour les stages à l'intérieur du pays, le staff technique a opté pour le centre sportif régional de Biskra, comme base d'entraînement de l'équipe, étant donné qu'il est doté de bonnes conditions de travail qui avaient d'ailleurs, permis aux joueuses de préparer et remporter les derniers championnats d'Afrique des nations d'Alger, qualificatifs aux Paralympiques. «A partir de mai prochain, on reviendra à la salle de Staouéli (Alger), car le climat n'est pas approprié en cette période au sud. Une grande charge de travail nous attend, donc il ne faut pas perdre de temps, d'autant plus que le 1^{er} tournoi national a commencé et a été notre premier repère de sélection», a ajouté le technicien. Ces stages au niveau national, seront appuyés par la participation à quelques tournois internationaux à l'étranger pour mieux tester et évaluer la capacité des joueuses algériennes à rivaliser avec le haut niveau. Les responsables techniques ont souhaité jouer contre des sélections, qualifiées aux paralympiques de Rio, et habituées à jouer les premiers rôles dans les compétitions internationales.

LA SÉLECTION algérienne (dames) de handi-basket va effectuer plusieurs stages de préparation en Algérie et participer à des tournois de haut niveau à l'étranger, pour s'aguerrir davantage en vue des jeux Paralympiques de Rio (septembre-2016), selon l'entraîneur adjoint Mohamed-Tahar Kistrane. Dans la planification proposée à la direction technique nationale (DTN) de la fédération algérienne handisport (FAH), par l'entraîneur national Zigh Djawad et son adjoint Mohamed Tahar Kistrane, il en ressort la programmation d'un stage par mois en Algérie, avec une liste élargie de joueuses présélectionnées des différents tournois (aller/retour) comptant pour le championnat d'Algérie de handi-basket. «On s'est mis d'accord pour regrouper les présélectionnées en équipe nationale, une fois chaque mois, et essayer à chaque fois,

Coupe d'Algérie de raffle La ville de Chlef

abrite l'événement mercredi et jeudi

LA VILLE de Chlef abritera la coupe d'Algérie de raffle (hommes et dames), les 23 et 24 décembre à la salle omnisports «Mohamed Naceri», a indiqué dimanche, un communiqué de la fédération algérienne de raffle et billard (FARB). Vingt-neuf athlètes dont douze filles représentant quatorze clubs et quatre ligues sont annoncés pour prendre part à la compétition, inscrite dans le cadre du programme annuel de la saison sportive 2014-2015, ajoute la même source. En marge de la coupe d'Algérie, la fédération algérienne de raffle et billard tiendra, jeudi matin, au centre de loisirs scientifiques de Chlef, son assemblée générale extraordinaire de mise en conformité des statuts et règlement intérieur de l'instance.

Voici les clubs et ligues annoncés pour la coupe d'Algérie de raffle: El Amel Barika (Batna), GSBA, JSTF et Assala (Sidi Bel-Abbès), TRS et OFM (Sétif), USB et El Raayane (Biskra), CRAP, JSM, Forsane BB, Panoramic, CRBH, NAR (Alger), Ligue de Skikda, Ligue de Chlef, Ligue de Mostaganem et Ligue de Laghouat.

Mise à jour du championnat de Ligue I Mobilis USMA-MCA, un derby et une passion

■ Le derby qui devrait mettre aux prises les deux frères ennemis, l'USM Alger et le Mouloudia d'Alger pour le compte de la mise à jour de la Ligue I Mobilis, devrait tenir toutes ses promesses.

Par Mahfoud M.

Ainsi, les deux formations sont dans une situation qui exige d'eux un maximum de concentration mais surtout une victoire qui leur permettrait pour l'un de se reprendre après l'échec en Coupe et pour l'autre pour confirmer son retour en force. Les gars de Soustara qui ont été surpris en Coupe d'Algérie en se faisant éliminer par le Paradou AC sont dans l'obligation de se reprendre et enregistrer un succès face au Doyen qui leur permettrait de faire d'une pierre deux coups : creuser l'écart dans le classement général par rapport à ses concurrents directs et faire plaisir à leurs supporters déçus après l'échec dans la compétition populaire. Les Rouge et Noir seront privés pour ce match d'un bon nombre de joueurs-clé à l'image du gardien de but, Liamine Zemmamouche et Derfalou (blessés). Le coach, Hamdi, sera certainement dans l'embarras pour mettre en place son effectif d'autant plus qu'il s'agit d'un match très important pour lui qu'il ne souhaite pas perdre. Toutefois, il aura des armes à faire valoir, avec les Ferhat, Benkhemassa et Koudri qui seront d'un grand apport pour les Usmistes pour ce match. L'essentiel pour les Rouge et Noir est de se donner à



fond pour remporter les trois points et rester sur la belle dynamique en championnat avec les 12 matchs sans défaite. Pour sa part, le Mouloudia d'Alger souhaite l'emporter pour faire plaisir à ses nombreux fans qui se déplaceront, certainement en force au temple olympique. Le Doyen qui s'est qualifié pour la 1/16e de finales de la Coupe d'Algérie de football face à l'USMO souhaite continuer sur cette

même lancée et enclencher un autre succès qui leur permette de rester dans le giron du leader et consolider cette troisième place au classement. Le coach, Meziane Ighil, pense qu'il faut faire très attention à cette équipe qui n'aura pas le même rendement que lors de cette rencontre de Coupe face au PAC. Il devra, en outre, trouver une solution à l'absence du duo Demou-Bachiri. **M. M.**

Leicester City

Mahrez souhaite rester jusqu'en fin de saison

L'international algérien, Riyad Mahrez, révélation de la Premier League anglaise cette saison, a indiqué que ça lui tenait à cœur depuis son enfance de porter le maillot de la sélection algérienne pour avoir visité le pays natal de son père plusieurs fois. «Mon père me prenait souvent avec lui en vacances en Algérie, je me sentais depuis plus algérien, et ça me tenait à cœur de porter le maillot de l'Algérie. Je suis très content d'avoir exaucé ce rêve», a confié Mahrez, invité de l'émission «Football club» de Canal+ dimanche soir. Né le 21 février 1991 à Sarcelles (France) d'un père algérien et d'une mère marocaine, Mahrez a fêté sa première sélection en mai 2014 lors du match amical Algérie-Arménie, disputé en Suisse avant quelques semaines de la participation des Verts à la Coupe du monde 2014 au Brésil, à laquelle le joueur de Leicester City a pris part. Il compte actuellement 22 matchs en sélections pour deux buts marqués. Mahrez, passé de l'AAS Sarcelles (2008-2009) au Quimper CFC (2009-2010) en divisions françaises amateurs, a rejoint Leicester City en janvier 2014 en provenance du Havre AC (Ligue 2/France). Six mois plus tard, il accède avec cette formation en Premier League. «Après une première

saison quelque peu difficile en Premier League (Leicester a failli descendre, ndr), j'ai acquis une bonne expérience qui m'a permis d'aborder ma deuxième année dans la cour des grands avec plus de confiance», s'est félicité Mahrez, dont l'équipe est actuellement leader de son championnat. Auteur jusque-là d'une première partie de saison époustouflante, avec à la clé 13 buts marqués et sept passes décisives, Mahrez est en train de s'imposer comme étant l'un des meilleurs joueurs de la Premier League, selon les spécialistes. Un parcours qui n'a pas pour autant surpris l'intéressé, estimant qu'il avait confiance en ses qualités. «J'avais l'habitude de marquer des buts en divisions inférieures en France, et je savais que j'avais juste besoin de me mettre en confiance», a ajouté Mahrez. Etant sous les feux de la rampe depuis le début de cet exercice, Mahrez intéresse désormais plusieurs gros bras du vieux continent. Questionné justement sur un éventuel retour en France, au cas où l'actuel «géant» de la Ligue 1, le Paris St Germain, sollicite ses services, l'ex-havrais s'est dit se plaire en Angleterre. Le joueur avait déclaré la semaine passée qu'il comptait terminer la saison avec Leicester City.

Championnat du Portugal

Slimani perd et ne marque pas

Le Sporting Lisbonne a concédé sa première défaite cette saison en championnat de première division portugaise de football sur le terrain de l'Union Madera (1-0), dimanche soir dans le cadre de la 14^e journée. L'international algérien de Sporting, Islam Slimani, meilleur buteur de l'équipe avec huit réali-

sations, a participé à l'intégralité du temps de la partie, mais sans pour autant éviter aux Lisboètes leur premier échec qui leur a coûté leur fauteuil de leader. Cette contre-performance du club de la capitale a profité au FC Porto vainqueur à domicile face à Academica (3-1). L'international algérien des «Dragons», Yacine

Brahimi, a été aligné pendant 78 minutes dans cette partie. Porto, qui reste la seule équipe invaincue en championnat, prend ainsi les commandes du championnat portugais avec 36 points, devançant d'une seule unité le Sporting. Benfica, le champion sortant, étant troisième avec 31 points.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Recherche

Hadjar annonce la création d'un centre national d'études astronomiques



intérêt particulier à la science et au savoir, dont l'optique et la physique qui occupent une place importante dans les programmes nationaux de recherche.

Cette importance se traduit également par «le nombre croissant de chercheurs et projets de recherche liés à ce domaine et des budgets colossaux qu'accorde l'Etat à la recherche scientifique et au développement technologique».

La ministre de la Poste et des Technologies de

LE MINISTRE de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, a annoncé, hier à Alger, la création prochaine d'un centre national de recherches et d'études astronomiques.

«La création de ce centre intervient sur instruction du président de la République, Abdelaziz Bouteflika à l'occasion d'un Conseil des ministres», a déclaré M. Hadjar à la presse, en marge du colloque international sur «La lumière et l'astronomie», coïncidant avec la fin de l'année internationale de la lumière.

«Ce centre aura à développer les recherches et études en collaboration avec les autres structures concernées», a-t-il fait savoir, précisant que le centre verra le jour dans les prochaines semaines, après présentation du décret constitutif en Conseil du gouvernement.

Cette instance constitue «un nouveau jalon dans le processus d'édification des institutions scientifiques nationales qui joueront un rôle important dans le développement des sciences de l'astronomie», a précisé le ministre dans une allocution à l'ouverture du colloque international.

Il a, dans ce contexte, rappelé que l'Algérie accordait un

l'information et de la Communication, Iman Houda Feraoun, a indiqué, de son côté, que le «principal objectif de la célébration de l'Année internationale de la lumière était le développement durable», estimant qu'elle constituait une opportunité pour la communauté universitaire de cultiver le sens de la créativité et répandre la culture des sciences parmi les jeunes à tous les niveaux.

Le secteur des technologies de l'information et de la communication est le «moteur qui permet le développement de tous les autres secteurs», a précisé la ministre, ajoutant que la communauté universitaire avait une «grande responsabilité dans ce sens».

L'Année internationale de la lumière et les technologies basées sur la lumière 2015 est une initiative mondiale qui a pour objectif de mettre en avant le rôle majeur de la lumière et des technologies liées à la lumière dans la vie quotidienne et le développement durable.

La manifestation vise également à valoriser l'apport des savants de la civilisation musulmane à la connaissance humaine dans ce domaine, à leur tête Ibn Al Haytham.

Slim O.

LES MUSULMANS ET LES CHRÉTIENS VONT CÉLÉBRER LA NAISSANCE DE LEUR PROPHÈTE RESPECTIF LE MÊME JOUR



Loumis

Djalou@hotmail.com

FIFA

Blatter et Platini suspendus 8 ans de toute activité liée au football

■ Joseph Blatter, président de la Fifa depuis 1998, et Michel Platini, président de l'UEFA depuis 2007, ont été suspendus 8 ans de toute activité liée au football, a indiqué hier la justice interne de la Fifa dans son verdict pour l'affaire du paiement controversé de 1,8 million d'euros liant les deux dirigeants.

Par Racim S.

Les deux hommes, jusqu'ici les plus puissants de la planète football, peuvent faire appel devant la Fifa, puis devant le Tribunal arbitral du sport (TAS). Mais le calendrier des recours risque d'empêcher Platini de se présenter à la présidence de la Fifa le 26 février.

La justice interne de la Fifa estime que les deux hommes ont «abusé» de leur position. Platini écope par ailleurs d'une amende de 80 000 francs suisses (74 000 euros) plus élevée que Blatter, 50 000 francs suisses (46 295 euros).

L'ex-triple Ballon d'Or, 60 ans, pourrait saisir le TAS directe-

ment, mais il lui faudrait pour cela l'accord de la Fifa, ce qui paraît peu probable, selon des sources proches de l'instance du foot mondial.

Au cœur du dossier, il y a le versement contesté de 1,8 million d'euros en 2011 par Blatter à Platini, sans contrat écrit, pour un travail de conseiller achevé en 2002. Les deux hommes étaient pour cela déjà suspendus provisoirement jusqu'au 5 janvier, en attendant le jugement sur le fond hier.

Les conséquences de ce jugement de la justice interne de la Fifa sont plus lourdes pour le Français que pour le Suisse. Ce dernier, 79 ans, n'aspireait qu'à présider son instance jusqu'à l'élection de son successeur,

puis passer la main à cette date, contraint et forcé par l'accumulation des scandales autour de son instance.

Avec ce verdict, c'est une page de 40 ans d'histoire de la Fifa qui se tourne. Blatter y était entré en 1975 avant d'en graver les échelons pour accéder au sommet depuis 17 ans. Réélu pour un 5^e mandat le 29 mai, il avait annoncé le 2 juin sa démission future avec prise d'effet le 26 février. La pression était devenue trop forte en raison des enquêtes des justices suisse et américaine sur fond de corruption présumée à grande échelle autour de son instance.

R. S.

Tunisie

Démantèlement d'une cellule recrutant des femmes pour des organisations terroristes

UNE «CELLULE extrémiste» spécialisée notamment dans le recrutement de femmes pour des organisations terroristes a été démantelée en Tunisie, a indiqué hier le ministère tunisien de l'Intérieur.

Quatre personnes ont été interpellées dans le cadre de cette opération menée dans la région de Bizerte (nord) par les forces de l'ordre, selon le communiqué du ministère cité par l'agence de presse tunisienne, TAP.

Elles «recrutaient des jeunes, en particulier des filles, afin de les envoyer dans les zones de conflit en vue de les marier aux éléments terroristes là-bas», précise le texte.

Les autorités tunisiennes ont multiplié les arrestations depuis le nouvel attentat revendiqué par le groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique» (Daech/El) le 24 novembre, dans lequel 12 agents de la sécurité présidentielle ont été tués.

R. I.

Dans le sud du pays

Seize contrebandiers arrêtés

bandiers de différentes nationalités et saisi un véhicule tout-terrain, douze détecteurs de métaux, un groupe électrogène et des téléphones portables», précise même source.

De même, des détachements relevant des secteurs opérationnels de Tamarassat et d'In Guezzam (6^e Région militaire) «ont arrêté cinq contrebandiers et saisi un groupe électrogène et un marteau piqueur», ajoute le communiqué.

Par ailleurs, des éléments des gardes-frontières ont déjoué, à

Tlemcen (2^e Région militaire), «une tentative de contrebande d'une quantité de carburant s'élevant à 13 060 litres», poursuit-on. D'autre part, et dans le cadre de la lutte contre l'émigration clandestine, des éléments des gardes-côtes d'Annaba (5^e Région militaire) «ont mis en échec une tentative d'émigration clandestine de dix-huit personnes, à bord de deux embarcations au nord du littoral de la ville d'Annaba».

Assia T.